

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ

ET DU NUMÉRIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

INCLUANT DES RÉPONSES DU MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU
NUMÉRIQUE À CERTAINES DEMANDES ADRESSÉES AU SECRÉTARIAT DU
CONSEIL DU TRÉSOR

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

Liste des demandes

# demande	Nom de la demande
3RP02_SCT	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.
3RP03_SCT	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2022, budgets accordés en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.
3RP04_SCT	Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.
3RP05_SCT	Liste des centres de traitement informatique.
3RP06_SCT	Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.
3RP07_SCT	Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement les centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.
3RP08_SCT	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2021-2022.
3RP09_SCT	Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : <ul style="list-style-type: none"> a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2022, budget accordé en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2022 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courrier électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2022 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2022 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; dates et résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2022 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.
3RP10_SCT	Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2021-2022 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

# demande	Nom de la demande
3RP11_SCT	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2022-2023) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dépense totale (opérations et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC); d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; a) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques."
3RP12_SCT	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2021-2022 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
3RP13_SCT	Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.
3RP14_SCT	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2021 2022, en spécifiant : les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement, les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées, et la ventilation, par année et par ministère ou organisme.
3RP15_SCT	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et des réseaux de la santé et de l'éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles suivantes : la liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord, la liste des projets qui font l'objet d'une division ou d'une séparation en sous-projets, en spécifiant la valeur globale du projet, le coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et le coût annuel pour la mise à jour.
3RP56_SCT	Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information, et leur date d'entrée en fonction.
3RP65_SCT	État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi no 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.
3RP66_SCT	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.
3RP67_SCT	Liste des organismes ayant soumis en 2021-2022 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.
3RP75_SCT	Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

# demande	Nom de la demande
3RP76_SCT	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
3RP77_SCT	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
3RP78_SCT	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPQ, pour les dix dernières années.
3RP79_SCT	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPQ, et ventilation par corps d'emploi.
3RP80_SCT	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
3RP81_SCT	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
3RP87_SCT	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
3RP88_SCT	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
3RP89_SCT	Taux de rétention, par catégorie de personnel, à ITQ, pour les dix dernières années.
3RP90_SCT	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à ITQ, et ventilation par corps d'emploi.
3RP91_SCT	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
3RP92_SCT	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
3RP93_SCT	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.
3RP94_SCT	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.
3RP95_SCT	Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.
3RP96_SCT	Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.
3RP97_SCT	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.
3RP98_SCT	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

# demande	Nom de la demande
3RP99_SCT	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.
3RP100_SCT	Liste des domaines « .quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.
3RP101_SCT	Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines « .qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.
3RP102_SCT	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.
3RP103_SCT	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.
3RP104_SCT	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.
3RP105_SCT	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à SAGIR, et leur mandat
3RP106_SCT	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet Accès UniQC. Fournir une ventilation par année.
3RP107_SCT	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation d'Accès UniQC.
3RP108_SCT	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à Accès UniQC, et leur mandat.
3RP110_SCT	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.
3RP111_SCT	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.
3RP112_SCT	Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version 12 de la licence Oracle.
3RP113_SCT	L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).
3RP114_SCT	Le plan et les échéanciers concernant le projet de Système d'information intégré client (SIIC).
3RP115_SCT	Les frais associés au Système d'information intégré client (SIIC) pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.
3RP116_SCT	Pour l'année 2021-2022, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a) La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

# demande	Nom de la demande
	<ul style="list-style-type: none"> c) La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation (ventilé par personne)."
3RP117_SCT	<p>Concernant la « Déclaration de services aux citoyens » : résultats, pour 2021-2022, quant au respect des cibles de délai de traitement. Ventilation par nombre de délais atteints et nombre de délais non atteints pour chacune des cibles et des situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins; b) Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels; c) Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables; d) Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande; e) L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmis par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception; f) Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception."
3RP118_SCT	Coût horaire moyen des ressources externes, par catégorie d'activité, par année, pour les 10 dernières années.
3RP119_SCT	Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.
3RP120_SCT	Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
3RP121_SCT	Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
3RP122_SCT	État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.
3RP123_SCT	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les 10 dernières années.
3RP124_SCT	Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.
3RP125_SCT	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.
3RP126_SCT	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

# demande	Nom de la demande
3RP127_SCT	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d'infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.
3RP129_SCT	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement, et coût mensuel pour le service.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP02-SCT

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.

RÉPONSE

Cette donnée n'a pas fait l'objet d'une collecte pour l'exercice financier 2021-2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP03-SCT

État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2022, budgets accordés en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉPONSE

Centres spécialisés en ressources informationnelles	ETC	BUDGET 2021-2022 (k\$)	BUDGET 2022-2023 (k\$)
Rimouski	29	2 216	2 263
Chicoutimi	28	2 268	2 584
TOTAL	57	4 484	4 847

Données au 28 février 2022.

Date :

Responsable :

Collaboration :

Validation BSMSG :

Le 11 avril 2022

SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

SMAIT— Sous-ministériat adjoint aux infrastructures et à la télécommunication

D.Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP04-SCT

Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.

RÉPONSE

Pour la période concernée, aucune nouvelle note, étude ou analyse concernant le regroupement des centres de traitement informatique n'a été effectuée.

Date :

Le 9 avril 2022

Responsable:

SMAITSC — Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Collaboration :

Sans objet

Validation BSMSG :

D.Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION Liste des centres de traitement informatique.

3RP05-SCT

RÉPONSE

Liste produite en date du 28 février 2022 :

- Agence du revenu du Québec
- Autorité des marchés publics
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec (2)
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Bureau des enquêtes indépendantes
- Bureau du coroner
- Centre d'acquisitions gouvernementales
- Centre de la francophonie des Amériques
- Commissaire à la déontologie policière
- Commissaire à la lutte contre la corruption
- Commission de la capitale nationale du Québec
- Commission de l'éthique en science et en technologie
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Commission de toponymie
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (3)
- Commission des partenaires du marché du travail
- Commission des services juridiques
- Commission des transports du Québec
- Commission municipale du Québec
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Conseil de gestion de l'assurance parentale
- Conseil de gestion du Fonds vert
- Conseil de la justice administrative
- Conseil des arts et des lettres du Québec
- Conseil du patrimoine culturel du Québec
- Conseil du statut de la femme
- Conseil supérieur de la langue française
- Conseil supérieur de l'éducation
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
- Curateur public
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- École nationale de police du Québec
- École nationale des pompiers du Québec
- Financement-Québec
- Fondation de la Faune du Québec
- Fonds d'aide aux actions collectives
- Fonds de recherche du Québec
- Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (2)
- Institut de la statistique du Québec
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- Institut national des mines
- La Financière agricole du Québec
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Ministère de la Culture et des Communications (2)
- Ministère de la Famille
- Ministère de la Justice (3)
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (3)

Date : Le 11 avril 2022
Responsable : SMAITSC — Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : D.Cormier

- Ministère de la Sécurité publique (3)
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de l'Économie et de l'Innovation (2)
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de l'Enseignement supérieur
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (2)
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
- Ministère des Finances (2)
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
- Ministère des Transports (3)
- Ministère du Conseil exécutif
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère du Tourisme (2)
- Musée d'Art contemporain de Montréal
- Musée de la Civilisation
- Musée national des beaux-arts du Québec
- Office de la protection du consommateur
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
- Office des professions du Québec
- Office québécois de la langue française
- Office Québec-Monde pour la jeunesse
- Régie de l'assurance maladie du Québec (2)
- Régie du bâtiment du Québec
- Régie de l'énergie
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Retraite Québec (3)
- Secrétariat du Conseil du trésor (2)
- Société de l'assurance automobile du Québec (2)
- Société d'habitation du Québec
- Société des établissements de plein air du Québec
- Société de développement de la Baie James
- Société de développement des entreprises culturelles
- Société de financement des infrastructures locales du Québec
- Société de la Place des Arts de Montréal
- Société de télédiffusion du Québec
- Société du Centre des congrès de Québec
- Société du Grand Théâtre de Québec
- Société du Palais des congrès de Montréal
- Société du Plan Nord
- Société des Traversiers du Québec
- Société québécoise des infrastructures
- Société québécoise de récupération et de recyclage
- Société québécoise d'information juridique
- Sûreté du Québec
- Transition énergétique Québec
- Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées
- Centre de services scolaire Central Québec
- Centre de services scolaire de Charlevoix
- Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
- Centre de services scolaire de la Baie-James
- Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin
- Centre de services scolaire de la Capitale
- Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud
- Centre de services scolaire De La Jonquière
- Centre de services scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
- Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île

- Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke
- Centre de services scolaire de la Riveraine
- Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord
- Centre de services scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
- Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands
- Centre de services scolaire de Laval
- Centre de services scolaire de l'Énergie
- Centre de services scolaire de l'Estuaire
- Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois
- Centre de services scolaire de Montréal
- Centre de services scolaire de Portneuf
- Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda
- Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe
- Centre de services scolaire de Sorel-Tracy
- Centre de services scolaire des Affluents
- Centre de services scolaire des Appalaches
- Centre de services scolaire des Bois-Francs
- Centre de services scolaire des Chênes
- Centre de services scolaire des Chic-Chocs
- Centre de services scolaire des Découvreurs
- Centre de services scolaire des Draveurs
- Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries
- Centre de services scolaire des Hautes-Rivières
- Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
- Centre de services scolaire des Hauts-Cantons
- Centre de services scolaire des Îles
- Centre de services scolaire des Laurentides
- Centre de services scolaire des Monts-et-Marées
- Centre de services scolaire des Navigateurs
- Centre de services scolaire des Patriotes
- Centre de services scolaire des Phares
- Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais
- Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries
- Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay
- Centre de services scolaire des Samares
- Centre de services scolaire des Sommets
- Centre de services scolaire des Trois-Lacs
- Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy
- Centre de services scolaire du Fer
- Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs
- Centre de services scolaire du Lac-Abitibi
- Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean
- Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue
- Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets
- Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs
- Commission scolaire Eastern Shores
- Commission scolaire Eastern Townships
- Commission scolaire English-Montréal
- Centre de services scolaire Harricana
- Commission scolaire Lester-B.-Pearson
- Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys
- Centre de services scolaire Marie-Victorin
- Commission scolaire New Frontiers
- Centre de services scolaire Pierre-Neveu
- Centre de services scolaire René-Lévesque
- Commission scolaire Riverside
- Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
- Commission scolaire Western Québec
- Comité de gestion de taxe scolaire de l'île de Montréal
- Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

- Cégep d'Ahuntsic
- Cégep André-Laurendeau
- Cégep de Baie-Comeau
- Cégep Beauce-Appalaches
- Cégep de Bois-de-Boulogne
- Cégep de Chicoutimi
- Cégep de Drummondville
- Cégep Édouard Montpetit
- Cégep Garneau
- Cégep de la Gaspésie et des Îles
- Cégep Gérard-Godin
- Cégep de Granby
- Cégep John Abbott
- Cégep de Jonquière
- Cégep de La Pocatière
- Cégep régional de Lanaudière
- Cégep de Lévis-Lauzon
- Cégep Limoilou
- Cégep Lionel Groulx
- Cégep de Maisonneuve
- Cégep Marie-Victorin
- Cégep de Matane
- Cégep Montmorency
- Cégep de l'Outaouais
- Cégep de Rimouski
- Cégep de Rivière-du-Loup
- Cégep de Rosemont
- Cégep de Sainte-Foy
- Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
- Cégep de Saint-Jérôme
- Cégep de Saint-Laurent
- Cégep de Sept-Îles
- Cégep de Shawinigan
- Cégep de Sherbrooke
- Cégep de Sorel-Tracy
- Cégep de St-Félicien
- Cégep de St-Hyacinthe
- Cégep de Thetford
- Cégep de Trois-Rivières
- Cégep de Valleyfield
- Cégep de Victoriaville
- Cégep du Vieux Montréal
- Collège d'Alma
- Champlain Regional College
- St. Lawrence College
- Collège Dawson
- Collège Héritage
- Vanier College
- Centre hospitalier de l'Université de Montréal
- Institut de cardiologie de Montréal
- Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
- Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James
- Centre universitaire de santé McGill
- CHU de Québec – Université Laval
- Institut universitaire de cardiologie et de pneumonie de Québec
- Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest
- Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
- Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière
- Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval
- Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais
- Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles
- Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
- Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie -
- Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel
- Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)
- Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)
- Centre local de services communautaires Naskapi
- Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James
- Centre d'appel d'urgence des régions de l'Est-du-Québec
- Centrale d'appels d'urgence Chaudière Appalaches
- Centre de communication santé Des Capitales
- Centre de communication santé de la Mauricie et Centre-du-Québec
- Centre de communication santé Estrie Groupe Alerte Santé inc.
- Centre de communication santé de l'Outaouais
- Centre de communication santé de l'Abitibi-Témiscamingue
- Centre de communication santé Laurentides Lanaudière
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)
- Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS)
- Commissaire à la santé et au bien-être (CSBE)
- Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
- Héma-Québec
- Corporation d'urgences-santé

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.

3RP06-SCT

RÉPONSE

Pour consulter les informations relatives aux sommes investies et à l'état d'avancement du projet, veuillez consulter le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec en utilisant le lien suivant :

[Projets- Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](https://gouv.qc.ca/projets-tableau-de-bord-des-projets-de-l-administration-publique)

Date : Le 9 avril 2022
Responsable: SMAITSC — Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : Dominique Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement des centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.

3RP07-SCT

RÉPONSE

Pour consulter les informations relatives aux sommes investies et à l'état d'avancement du projet, veuillez consulter le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec en utilisant le lien suivant :

[Projets- Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](https://projets.gouv.qc.ca)

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP08-SCT

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2021-2022.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Un projet de recherche est en cours avec le Centre de recherche en TI et affaires (CeRTIA) de l'Université Laval.

Le montant total prévu pour la réalisation des livrables du projet de recherche pour l'année financière 2021-2022 est de **21 797 \$** et est prévu dans une entente de services qui lie le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et l'Université Laval.

Date : Le 9 avril 2022

Responsable : SMATNG — Sous-ministériat adjoint à la transformation numérique gouvernementale

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : Dominique Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP09-SCT

Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre :

- a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2022, budget accordé en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023;
- b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre;
- c) État de situation au 31 mars 2022 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courrier électronique gouvernemental;
- d) État de situation au 31 mars 2022 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration;
- e) État de situation au 31 mars 2022 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires;
- f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; dates et résultats de chaque rencontre;
- g) Résultats et états de situation au 31 mars 2022 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2021-2022 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

3RP10-SCT

RÉPONSE

La réalisation de l'ensemble des mesures de la Stratégie gouvernementale en TI a été complétée en 2018-2019.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP11-SCT

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2022-2023) :

- a) dépense totale (opérations et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC);
- d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

Voir la réponse à la question 40 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2021-2022 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

3RP12-SCT

RÉPONSE

À la suite de la modification de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (LGGRI) par la Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (2017, chapitre 28), la liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor est maintenant en vertu de l'article 16.2 de la LGGRI.

La liste ci-dessous présente les projets autorisés par le Conseil du trésor en 2021-2022.

ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Directeur des poursuites criminelles et pénales	<ul style="list-style-type: none">Projet « Déploiement des solutions d'affaires - Volet criminel », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique ¹	<ul style="list-style-type: none">Projet « SGR3 - Système de dotation en ligne », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de la Justice	<ul style="list-style-type: none">Projet « Soutien de l'instance, gestion des salles et mise au rôle », autorisation de réaliser la phase d'exécution.Projet « Gestion de l'audience numérique », autorisation de réaliser la phase d'exécution.Projet « Gestion du dossier judiciaire, des registres et du dossier du juge », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Ministère de la Sécurité publique	<ul style="list-style-type: none">Projet « Horizon-Initial », autorisation de réaliser la phase d'exécution.Projet « Horizon - Logistique », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	<ul style="list-style-type: none">Projet « Enregistrement des clientèles et émission des autorisations », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Éducation	<ul style="list-style-type: none">Projet « TNSA1 Ressources financières, matérielles (RF-RM-fondation) », autorisation de réaliser la phase de planification.Projet « Fondations, élèves HDAA et transition primaire-secondaire », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none">Projet « Gestion intégrée des documents », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none">Projet « Gestion des programmes d'études », autorisation de réaliser la phase d'exécution.Projet « Gestion du dossier étudiant », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	<ul style="list-style-type: none">Projet « Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation à temps complet », autorisation de réaliser la phase d'exécution.

Date :

Le 8 avril 2022

Responsable :

SMAGF— Sous-ministériat adjoint à la gouvernance et au financement

Collaboration :

Sans objet

Validation BSMSG :

D.Cormier

ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Régie du bâtiment du Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Projet « Réingénierie et informatisation du processus de qualification professionnelle des répondants », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Secrétariat du Conseil du trésor	<ul style="list-style-type: none"> • Projet « Plateforme de développement moderne pour la transformation numérique », autorisation de réaliser la phase de planification². • Projet « Plateforme gouvernementale de gestion des Applications Programming Interface », autorisation de réaliser la phase de planification². • Projet « Système intégré d'information de gestion des investissements et des projets en infrastructures publiques », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Société des établissements de plein air du Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Projet « Nouveau site Web », autorisation de réaliser la phase d'exécution. • Projet « Système intelligent de ventes », autorisation de réaliser la phase de planification. • Projet « Progiciel de gestion intégrée », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Sûreté du Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Projet « Système de gestion policière », autorisation de réaliser la phase de planification.

¹.À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

². Ces dossiers ont été transférés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique lors de sa création le 1^{er} janvier 2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.

3RP13-SCT

RÉPONSE

L'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP14-SCT

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2021-2022, en spécifiant les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement; les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées. Ventilation par année et par ministère ou organisme.

RÉPONSE

Les données concernant les investissements et les dépenses réels des organismes publics sont transmises au ministère de la Cybersécurité et du Numérique dans le cadre de la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles le 30 juin.

En 2021-2022, les investissements et les dépenses probables des organismes publics sont de 4 601 542,5 k\$, tels que déclarés au Plan annuel des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (Volume 5 du Budget de dépenses 2022-2023)¹.

Voir le tableau en annexe 1 pour plus de détails.

¹ Données au 31 octobre 2021.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

3RP14-SCT_Annexe 01_ Les investissements et les dépenses probables en k\$

		2021-2022						
Portefeuille	Organisme public	Investissement			Dépense			Total
		Interne	Externe	Total	Interne	Externe	Total	
Affaires municipales et Habitation	Commission municipale du Québec	125,0	-	125,0	431,4	63,2	494,6	619,6
	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	1 084,2	831,3	1 915,5	10 634,0	1 899,6	12 533,6	14 449,1
	Régie du bâtiment du Québec	1 208,0	629,3	1 837,3	5 405,7	2 197,2	7 602,9	9 440,2
	Société d'habitation du Québec	521,4	284,3	805,7	6 450,6	3 294,3	9 744,9	10 550,6
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Tribunal administratif du logement	300,0	-	300,0	1 939,3	404,1	2 343,4	2 643,4
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	166,8	100,0	266,8	1 410,9	172,7	1 583,6	1 850,4
	La Financière agricole du Québec	1 278,7	302,5	1 581,2	9 962,9	5 585,1	15 548,0	17 129,2
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	4 197,0	1 878,0	6 075,0	14 642,0	6 559,5	21 201,5	27 276,5
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	23,0	-	23,0	445,7	21,3	467,0	490,0
	Autorité des marchés publics	1 097,2	-	1 097,2	2 845,9	279,4	3 125,3	4 225,5
	Centre d'acquisitions gouvernementales	702,8	192,8	895,6	50,0	-	50,0	945,6
	Centre de services partagés du Québec	-	-	-	-	-	-	-
Conseil exécutif	Commission de la fonction publique	119,8	368,6	488,4	171,3	81,0	252,3	740,7
	Infrastructures technologiques Québec	54 475,0	22 381,8	76 856,8	195 530,8	174 078,2	369 609,0	446 465,8
	Secrétariat du Conseil du trésor	1 217,0	701,7	1 918,7	9 942,5	1 887,5	11 830,0	13 748,7
	Société québécoise des infrastructures	5 072,7	1 882,8	6 955,5	13 144,5	11 077,1	24 221,6	31 177,1
Culture et Communications	Centre de la francophonie des Amériques	52,0	16,0	68,0	35,0	7,5	42,5	110,5
	Commission d'accès à l'information	20,1	-	20,1	736,8	77,1	813,9	834,0
	Ministère du Conseil exécutif	843,7	-	843,7	4 163,2	771,6	4 934,8	5 778,5
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	2 379,0	1 222,8	3 601,8	5 302,5	657,5	5 960,0	9 561,8
Économie et Innovation	Conseil des arts et des lettres du Québec	450,0	-	450,0	897,4	105,1	1 002,5	1 452,5
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	130,0	-	130,0	1 358,0	16,6	1 374,6	1 504,6
	Ministère de la Culture et des Communications	1 270,0	1 529,9	2 799,9	3 139,5	1 059,9	4 199,4	6 999,3
	Musée d'Art contemporain de Montréal	24,5	45,6	70,1	623,5	181,7	805,2	875,3
	Musée de la Civilisation	915,0	353,9	1 268,9	1 297,4	115,1	1 412,5	2 681,4
	Musée national des beaux-arts du Québec	421,0	-	421,0	922,8	151,2	1 074,0	1 495,0
	Société de développement des entreprises culturelles	200,0	50,0	250,0	1 441,4	187,1	1 628,5	1 878,5
	Société de la Place des Arts de Montréal	200,0	30,0	230,0	767,0	80,0	847,0	1 077,0
	Société de télédiffusion du Québec	895,0	896,8	1 791,8	5 303,6	416,5	5 720,1	7 511,9
	Société du Grand Théâtre de Québec	56,1	-	56,1	35,5	192,3	227,8	283,9
Économie et Innovation	Centre de recherche industrielle du Québec	-	-	-	-	-	-	-
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	111,0	50,0	161,0	510,5	81,5	592,0	753,0
	Fonds de recherche du Québec - Santé	71,0	50,0	121,0	531,3	83,6	614,9	735,9
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	60,0	50,0	110,0	583,0	88,2	671,2	781,2
Éducation	Ministère de l'Économie et de l'Innovation	625,2	223,1	848,3	7 558,7	1 680,8	9 239,5	10 087,8
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	-	-	-	-	-	-	-
	Centre de services scolaire De La Jonquière	1 469,8	-	1 469,8	1 057,5	-	1 057,5	2 527,3
	Centre de services scolaire Harricana	909,5	3 396,5	4 306,0	856,4	452,0	1 308,4	5 614,4
Éducation	Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys	5 465,8	-	5 465,8	10 523,7	-	10 523,7	15 989,5
	Centre de services scolaire Marie-Victorin	4 563,7	-	4 563,7	10 672,5	48,7	10 721,2	15 284,9
	Centre de services scolaire René-Lévesque	1 245,0	-	1 245,0	830,0	6,0	836,0	2 081,0
	Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées	1 083,0	-	1 083,0	2 113,6	115,7	2 229,3	3 312,3
Éducation	Centre de services scolaire de Charlevoix	766,0	-	766,0	765,2	344,2	1 109,4	1 875,4
	Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup	1 573,5	60,0	1 633,5	1 283,0	1 081,4	2 364,4	3 997,9
	Centre de services scolaire de Laval	4 600,3	850,9	5 451,2	5 426,0	2 409,0	7 835,0	13 286,2
	Centre de services scolaire de Montréal	25 586,4	-	25 586,4	7 257,4	-	7 257,4	32 843,8
Éducation	Centre de services scolaire de Portneuf	1 142,2	-	1 142,2	1 395,5	114,0	1 509,5	2 651,7
	Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda	670,4	209,2	879,6	939,0	258,0	1 197,0	2 076,6
	Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe	3 032,6	-	3 032,6	1 703,3	1 351,1	3 054,4	6 087,0
	Centre de services scolaire de Sorel-Tracy	1 270,5	19,0	1 289,5	1 422,0	40,0	1 462,0	2 751,5
Éducation	Centre de services scolaire de l'Estuaire	681,5	-	681,5	1 794,2	248,7	2 042,9	2 724,4
	Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois	1 036,1	-	1 036,1	1 496,9	590,0	2 086,9	3 123,0
	Centre de services scolaire de l'Énergie	1 758,0	-	1 758,0	1 443,0	-	1 443,0	3 201,0
	Centre de services scolaire de la Baie-James	1 244,9	-	1 244,9	1 161,3	1 165,8	2 327,1	3 572,0
Éducation	Centre de services scolaire de la Beauce-Étchemin	2 228,6	60,0	2 288,6	3 082,6	1 165,0	4 247,6	6 536,2
	Centre de services scolaire de la Capitale	4 859,7	187,8	5 047,5	4 974,5	829,6	5 804,1	10 851,6
	Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud	873,0	-	873,0	1 280,9	746,0	2 026,9	2 899,9
	Centre de services scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	81,4	-	81,4	600,6	-	600,6	682,0
Éducation	Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île	3 975,1	9,0	3 984,1	3 924,3	43,4	3 967,7	7 951,8
	Centre de services scolaire de la Rivéraine	1 719,0	166,3	1 885,3	1 672,9	254,7	1 927,6	3 812,9
	Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord	2 909,4	525,0	3 434,4	2 628,7	-	2 628,7	6 063,1
	Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke	2 626,5	90,7	2 717,2	5 773,6	529,9	6 303,5	9 020,7
Éducation	Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands	1 504,5	148,0	1 652,5	2 145,8	94,8	2 240,6	3 893,1
	Centre de services scolaire des Affluents	7 170,0	-	7 170,0	4 482,0	25,0	4 507,0	11 677,0
	Centre de services scolaire des Appalaches	734,8	168,3	903,1	-	-	-	903,1
	Centre de services scolaire des Bois-Francis	3 190,5	19,9	3 210,4	2 724,1	198,9	2 923,0	6 133,4
Éducation	Centre de services scolaire des Chic-Chocs	874,0	-	874,0	687,0	565,0	1 252,0	2 126,0
	Centre de services scolaire des Chênes	2 023,5	-	2 023,5	1 832,5	826,5	2 659,0	4 682,5
	Centre de services scolaire des Draveurs	4 884,7	-	4 884,7	3 824,0	-	3 824,0	8 708,7
	Centre de services scolaire des Découvreurs	2 210,0	-	2 210,0	3 110,8	236,7	3 347,5	5 557,5
Éducation	Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries	2 687,3	1 437,3	4 124,6	6 171,4	37,0	6 208,4	10 333,0
	Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides	800,5	-	800,5	721,0	515,0	1 236,0	2 036,5
	Centre de services scolaire des Hautes-Rivières	4 127,7	-	4 127,7	4 713,6	-	4 713,6	8 841,3
	Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	721,0	-	721,0	1 744,0	38,0	1 782,0	2 503,0
Éducation	Centre de services scolaire des Hauts-Cantons	706,9	45,0	751,9	1 650,4	261,1	1 911,5	2 663,4
	Centre de services scolaire des Laurentides	1 076,4	-	1 076,4	1 332,7	634,0	1 966,7	3 043,1
	Centre de services scolaire des Mille-Îles	5 774,4	-	5 774,4	-	-	-	5 774,4
	Centre de services scolaire des Monts-et-Marées	1 159,9	-	1 159,9	1 409,5	17,5	1 427,0	2 586,9
Éducation	Centre de services scolaire des Navigateurs	2 959,2	-	2 959,2	3 625,7	325,0	3 950,7	6 909,9
	Centre de services scolaire des Patriotes	4 124,8	100,0	4 224,8	5 202,0	20,0	5 222,0	9 446,8
	Centre de services scolaire des Phares	1 343,1	13,7	1 356,8	1 684,4	-	1 684,4	3 041,2
	Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais	2 132,0	-	2 132,0	3 383,0	-	3 383,0	5 515,0
Éducation	Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries	4 746,2	20,0	4 766,2	143,5	90,0	233,5	4 999,7
	Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay	3 626,1	122,5	3 748,6	2 628,5	173,6	2 802,1	6 550,7
	Centre de services scolaire des Samaras	2 863,8	95,3	2 959,1	6 115,9	266,0	6 381,9	9 341,0
	Centre de services scolaire des Sommets	2 664,6	54,0	2 718,6	2 610,9	40,0	2 650,9	5 369,5
Éducation	Centre de services scolaire des Trois-Lacs	1 657,8	5,9	1 663,7	3 806,3	155,4	3 961,7	5 425,4
	Centre de services scolaire des Îles	796,0	101,0	897,0	532,2	42,0	574,2	1 471,2
	Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy	2 957,7	57,0	3 014,7	3 265,0	-	3 265,0	6 279,7
	Centre de services scolaire du Fer	995,4	-	995,4	801,0	439,7	1 240,7	2 236,1
Éducation	Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	977,4	215,6	1 193,0	862,9	336,1	1 199,0	2 392,0
	Centre de services scolaire du Lac-Abitibi	911,4	-	911,4	866,8	164,6	1 031,4	1 942,8
	Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean	1 503,2	-	1 503,2	1 226,2	857,4	2 083,6	3 586,8
	Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue	910,7	63,0	973,7	1 219,6	-	1 219,6	2 193,3
Éducation	Centre de services scolaire du Littoral	1 146,5	-	1 146,5	1 064,1	71,3	1 135,4	2 281,9
	Centre de services scolaire du Pays-des-Blouets	1 548,5	15,0	1 563,5	1 350,2	848,5	2 198,7	3 762,2
	Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs	1 710,7	22,5	1 733,2	3 022,4	1 043,9	4 066,3	5 799,5
	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal	-	-	-	571,2	20,0	591,2	591,2
Éducation	Commission scolaire Central Québec	718,7	7,5	726,2	577,8	504,6	1 082,4	1 808,6
	Commission scolaire Eastern Shores	30,0	-	30,0	599,9	4,0	603,9	633,9
	Commission scolaire Eastern Townships	838,0	46,0	884,0	863,0	5,0	868,0	1 752,0
	Commission scolaire English-Montréal	2 990,7	175,0	3 165,7	7 162,4	7 162,4	10 324,8	10 324,8
	Commission scolaire Kativik	204,1	-	204,1	-	-	-	204,1
	Commission scolaire Lester-B.-Pearson	2 879,6	-	2 879,6	3 823,0	1 100,0	4 923,0	7 802,6

Date : 6 avril 2022

Responsable: SMAGF – Sous ministériel adjoint à la gouvernance et au financement

Collaboration : Sans objet

Validation BSMMSG : Dominique Cormier

Portefeuille	Organisme public	Investissement			Dépense			Total
		Interne	Externe	Total	Interne	Externe	Total	
Affaires	Commission municipale du Québec	125,0	-	125,0	431,4	63,2	494,6	619,6
	Commission scolaire New Frontiers	934,4	-	934,4	1 119,0	-	1 119,0	2 053,4
	Commission scolaire Riverside	2 057,0	-	2 057,0	2 253,0	-	2 253,0	4 310,0
	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	2 025,0	-	2 025,0	2 430,8	46,0	2 476,8	4 501,8
	Commission scolaire Western Québec	1 071,6	-	1 071,6	2 141,3	-	2 141,3	3 212,9
	Conseil du statut de la femme	20,3	-	20,3	284,1	132,6	416,7	437,0
	Conseil supérieur de l'éducation	20,0	-	20,0	159,0	-	159,0	179,0
	Institut national des mines	2,5	-	2,5	70,9	-	70,9	73,4
	Ministère de l'Éducation	4 639,8	7 478,8	12 118,6	15 699,6	9 189,7	24 889,3	37 007,9
Énergie et Ressources naturelles	Réseau de l'éducation	-	-	-	-	-	-	-
	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	2 020,6	1 541,1	3 561,7	26 719,2	15 363,7	42 082,9	45 644,6
	Régie de l'énergie	193,0	-	193,0	803,0	60,0	863,0	1 056,0
	Société de développement de la Baie James	246,0	-	246,0	107,4	80,0	187,4	433,4
	Société du Plan Nord	4,9	30,0	34,9	451,8	205,3	657,1	692,0
Transition énergétique Québec	-	-	-	-	-	-	-	
Enseignement supérieur	Champlain Regional College	1 354,0	91,0	1 445,0	2 938,6	25,3	2 963,9	4 408,9
	Collège Dawson	1 976,0	-	1 976,0	4 201,5	-	4 201,5	6 177,5
	Collège Héritage	220,6	-	220,6	1 225,2	300,0	1 525,2	1 745,8
	Collège Shawinigan	381,5	-	381,5	916,7	26,4	943,1	1 324,6
	Collège d'Alma	597,5	-	597,5	782,2	-	782,2	1 379,7
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	9,0	-	9,0	178,0	31,7	209,7	218,7
	Cégep André-Laurendeau	742,2	20,0	762,2	1 600,5	25,0	1 625,5	2 387,7
	Cégep Beauce-Appalaches	627,5	-	627,5	886,6	536,1	1 422,7	2 050,2
	Cégep François-Xavier Garneau	1 632,1	-	1 632,1	3 040,9	769,7	3 810,6	5 442,7
	Cégep Gérard-Genin	466,8	-	466,8	921,8	88,3	1 010,1	1 476,9
	Cégep John Abbott	1 603,2	206,4	1 809,6	3 095,5	1 005,4	4 100,9	5 910,5
	Cégep Limoulu	3 306,0	-	3 306,0	4 015,4	-	4 015,4	7 321,4
	Cégep Lionel-Groulx	1 333,0	-	1 333,0	1 824,6	-	1 824,6	3 157,6
	Cégep Marie-Victorin	1 528,6	3,3	1 531,9	1 513,3	781,3	2 294,6	3 826,5
	Cégep Montmorency	2 145,1	145,8	2 290,9	185,4	-	185,4	2 476,3
	Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	1 249,7	158,4	1 408,1	1 710,8	188,1	1 898,9	3 307,0
	Cégep d'Ahuntsic	1 945,2	-	1 945,2	4 119,3	-	4 119,3	6 064,5
	Cégep de Baie-Comeau	638,8	-	638,8	737,4	221,2	958,6	1 597,4
	Cégep de Bois-de-Boulogne	1 723,6	107,5	1 831,1	1 568,6	408,6	1 977,2	3 808,3
	Cégep de Chicoutimi	2 143,3	-	2 143,3	262,4	-	262,4	2 405,7
	Cégep de Drummondville	814,1	-	814,1	1 245,7	13,0	1 258,7	2 072,8
	Cégep de Granby	717,4	-	717,4	1 358,0	363,0	1 721,0	2 438,4
	Cégep de Jonquière	2 622,4	-	2 622,4	1 751,5	60,0	1 811,5	4 433,9
	Cégep de La Pocatière	104,5	-	104,5	400,1	5,0	405,1	509,6
	Cégep de Lévis-Lauzon	1 640,3	120,0	1 760,3	778,7	-	778,7	2 539,0
	Cégep de Maisonneuve	2 393,0	259,8	2 652,8	2 142,6	186,1	2 328,7	4 981,5
	Cégep de Matane	446,2	-	446,2	796,9	328,5	1 125,4	1 571,6
	Cégep de Rimouski	1 364,4	70,9	1 435,3	1 989,4	-	1 989,4	3 424,7
	Cégep de Rivière-du-Loup	488,6	35,0	523,6	1 328,4	5,0	1 333,4	1 857,0
	Cégep de Rosemont	971,0	-	971,0	3 085,9	-	3 085,9	4 056,9
	Cégep de Saint-Jérôme	760,0	-	760,0	1 554,9	594,3	2 149,2	2 909,2
	Cégep de Saint-Laurent	1 791,4	716,3	2 507,7	2 496,5	200,0	2 696,5	5 204,2
	Cégep de Sainte-Foy	1 737,5	302,0	2 039,5	2 582,3	507,6	3 089,9	5 129,4
	Cégep de Sept-Îles	666,3	12,0	678,3	1 068,8	25,0	1 093,8	1 772,1
	Cégep de Sherbrooke	-	-	-	-	-	-	-
	Cégep de Sorel-Tracy	226,3	-	226,3	789,1	20,0	809,1	1 035,4
	Cégep de Saint-Félicien	514,0	-	514,0	1 161,4	30,0	1 191,4	1 705,4
	Cégep de Saint-Hyacinthe	797,5	43,0	840,5	1 352,2	528,7	1 880,9	2 721,4
	Cégep de Thetford	381,6	-	381,6	406,0	443,8	849,8	1 231,4
	Cégep de Trois-Rivières	2 547,1	-	2 547,1	1 787,5	-	1 787,5	4 334,6
	Cégep de Valleyfield	1 292,0	-	1 292,0	1 540,8	109,1	1 649,9	2 941,9
	Cégep de Victoriaville	309,4	-	309,4	839,4	109,3	948,7	1 258,1
	Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	833,5	-	833,5	1 535,8	-	1 535,8	2 369,3
	Cégep de l'Outaouais	3 557,0	-	3 557,0	2 045,2	25,0	2 070,2	5 627,2
	Cégep de la Gaspésie et des Îles	758,2	-	758,2	1 267,9	1,6	1 269,5	2 027,7
	Cégep du Vieux Montréal	2 942,3	-	2 942,3	3 286,6	88,7	3 375,3	6 317,6
	Cégep régional de Lanaudière	1 670,0	-	1 670,0	2 599,9	87,2	2 687,1	4 357,1
	Cégep Édouard Montpetit	6 017,8	-	6 017,8	3 724,9	-	3 724,9	9 742,7
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	345,0	20,0	365,0	761,4	424,9	1 186,3	1 551,3
	Institut national de la recherche scientifique	356,3	172,3	528,6	2 741,5	304,8	3 046,3	3 574,9
	Ministère de l'Enseignement supérieur	1 142,9	1 487,2	2 630,1	4 647,1	1 301,1	5 948,2	8 578,3
	Office des professions du Québec	90,0	-	90,0	690,0	45,0	735,0	825,0
	Télé-université	319,6	38,0	357,6	6 241,5	60,1	6 301,6	6 659,2
	Université Bishop's	139,7	35,3	175,0	3 042,3	91,0	3 133,3	3 308,3
	Université Concordia	11 861,0	13 264,7	25 125,7	25 694,9	2 112,7	27 807,6	52 933,3
	Université Laval	32 255,3	3 607,4	35 862,7	46 606,7	627,2	47 233,9	83 096,6
	Université McGill	17 888,0	1 761,3	19 649,3	61 956,8	9 005,4	70 962,2	90 611,5
	Université de Montréal	5 536,0	875,4	6 411,4	43 616,9	6 105,3	49 722,2	56 133,6
	Université de Sherbrooke	8 878,7	10 107,6	18 986,3	22 421,2	773,1	23 194,3	42 180,6
	Université du Québec	916,9	549,0	1 465,9	6 536,1	955,3	7 491,4	8 957,3
	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	195,1	30,5	225,6	2 822,2	25,5	2 847,7	3 073,3
Université du Québec en Outaouais	606,3	58,5	664,8	5 025,9	664,7	5 690,6	6 355,4	
Université du Québec à Chicoutimi	3 489,3	68,1	3 557,4	6 883,6	191,6	7 075,2	10 632,5	
Université du Québec à Montréal	8 301,0	1 027,9	9 328,9	28 241,3	2 692,7	30 934,0	40 262,9	
Université du Québec à Rimouski	663,8	52,4	716,2	5 152,7	186,1	5 338,8	6 055,0	
Université du Québec à Trois-Rivières	1 615,9	117,0	1 732,9	9 374,7	108,9	9 483,6	11 216,5	
Vanier College	2 561,3	-	2 561,3	2 483,1	45,0	2 528,1	5 089,4	
École Polytechnique de Montréal	1 891,9	836,1	2 728,0	9 544,5	481,6	10 026,1	12 754,1	
École de technologie supérieure	4 216,8	98,1	4 314,9	16 286,9	477,1	16 764,0	21 078,9	
École des hautes études commerciales de Montréal	1 385,5	454,0	1 839,5	11 875,6	2 707,4	14 583,0	16 422,5	
École nationale d'administration publique	126,5	69,1	195,6	2 082,4	503,6	2 586,0	2 781,6	
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	107,3	-	107,3	355,0	226,0	581,0	688,3
	Conseil de gestion du Fonds vert	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	2 825,8	8 197,9	11 023,7	15 626,1	7 946,2	23 572,3	34 596,0
	Société québécoise de récupération et de recyclage	170,0	-	170,0	1 626,2	326,0	1 952,2	2 122,2
Famille	Curateur public	4 429,0	4 861,6	9 290,6	11 421,0	9 146,6	20 567,6	29 858,2
	Ministère de la Famille	1 076,8	2 279,7	3 356,5	9 041,9	3 235,0	12 276,9	15 633,4
Finances	Agence du revenu du Québec	59 905,3	25 629,9	85 535,2	137 201,8	61 537,5	198 739,3	284 274,5
	Institut de la statistique du Québec	4 213,0	500,0	4 713,0	8 781,4	991,5	9 772,9	14 485,9
	Ministère des Finances	815,8	9,9	825,7	7 224,8	4 618,4	11 843,2	12 668,9
	Retraite Québec	17 626,9	6 852,6	24 479,5	51 177,3	17 399,8	68 577,1	93 056,6
Tribunal administratif des marchés financiers	10,0	-	10,0	498,3	919,8	1 418,1	1 428,1	
Forêts, Faune et Parcs	Fondation de la faune du Québec	15,0	-	15,0	212,7	63,8	276,5	291,5
	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	2 218,1	1 010,1	3 228,2	23 545,5	8 214,9	31 760,4	34 988,6
	Société des établissements de plein air du Québec	7 604,8	77,3	7 682,1	8 041,5	622,4	8 663,9	16 346,0
	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	2 823,1	7 510,6	10 333,7	20 359,3	15 616,7	35 976,0	46 309,7
Justice	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	357,5	-	357,5	1 088,8	191,9	1 280,7	1 638,2
	Commission des services juridiques	1 771,0	111,9	1 882,9	2 145,0	350,4	2 495,4	4 378,3
	Conseil supérieur de la langue française	8,5	-	8,5	33,0	4,0	37,0	45,5
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	4 797,1	-	4 797,1	8 931,0	1 516,4	10 447,4	15 244,5
	Fonds d'aide aux actions collectives	-	-	-	-	-	-	-
	Ministère de la Justice	13 021,6	16 047,2	29 068,8	64 523,1	28 278,4	92 801,5	121 870,3
	Office de la protection du consommateur	355,3	73,7	429,0	1 524,3	362,4	1 886,7	2 315,7
	Office québécois de la langue française	362,2	62,8	425,0	2 862,0	618,1	3 480,1	3 905,1
Société québécoise d'information juridique	1 413,6	700,0	2 113,6	6 773,8	1 582,7	8 356,5	10 470,1	
Tribunal administratif du Québec	1 017,6	631,2	1 648,8	3 362,0	2 808,6	6 170,6	7 819,4	
Relations internationales et Francophonie	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	324,0	150,0	474,0	3 416,3	541,9	3 958,2	4 432,2
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	30,0	-	30,0	495,3	134,2	629,5	659,5
CHU de Québec - Université Laval	CHU de Québec - Université Laval	19 733,4	1 031,5	20 764,9	34 982,6	-	34 982,6	55 747,5
	Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA)	-	-	-	270,6	263,4	534,0	534,0

Portefeuille	Organisme public	Investissement			Dépense			Total
		Interne	Externe	Total	Interne	Externe	Total	
Santé et Services sociaux	Commission municipale du Québec	125,0	-	125,0	431,4	63,2	494,6	619,6
	Centre d'appel d'urgence des régions de l'Est du Québec (CAUREQ)	-	-	-	1 429,5	195,8	1 625,3	1 625,3
	Centre de communication santé de l'Outaouais	-	-	-	314,6	-	314,6	314,6
	Centre de communication santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec	-	-	-	573,0	-	573,0	573,0
	Centre de communication santé des Capitales	-	-	-	7,2	-	7,2	7,2
	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	12 581,3	3 277,9	15 859,2	30 890,7	1 139,2	32 029,9	47 889,1
	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	19 817,0	2 976,5	22 793,5	80,0	-	80,0	22 873,5
	Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches	10 154,6	131,8	10 286,4	15 536,3	10 456,9	25 993,2	36 279,6
	Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière	4 666,3	1 546,8	6 213,1	31 380,7	812,7	32 193,4	38 406,5
	Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval	3 580,9	1 316,2	4 897,1	13 064,9	247,9	13 312,8	18 209,9
	Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	3 402,3	90,0	3 492,3	3 852,2	1 202,6	5 054,8	8 547,1
	Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais	3 184,7	330,8	3 515,5	18 357,8	544,6	18 902,4	22 417,9
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord	961,4	569,1	1 530,5	6 876,6	4 147,2	11 023,8	12 554,3
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie	1 140,0	133,6	1 273,6	6 422,2	5,0	6 427,2	7 700,8
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre	26 407,0	5 027,7	31 434,7	38 725,9	7 564,3	46 290,2	77 724,9
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est	-	-	-	9 539,0	-	9 539,0	9 539,0
	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest	-	-	-	5 612,0	-	5 612,0	5 612,0
	Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides	6 161,3	2 118,4	8 279,7	16 658,5	813,9	17 472,4	25 752,1
	Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles	-	-	-	276,6	-	276,6	276,6
	Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent	10 170,5	578,9	10 749,4	24 559,7	918,5	25 478,2	36 227,6
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	11 656,6	1 497,0	13 153,6	15 508,6	1 626,3	17 134,9	30 288,5
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	8 849,8	3 738,0	12 587,8	30 021,8	7,5	30 029,3	42 617,1
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	2 901,1	2 905,6	5 806,7	14 543,4	41,2	14 584,6	20 391,3
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	7 685,6	3 892,5	11 578,1	34 018,2	788,3	34 806,5	46 384,6
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	13 879,7	661,4	14 541,1	38 622,4	680,8	39 303,2	53 844,3
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	3 038,8	264,2	3 303,0	13 977,7	-	13 977,7	17 280,7
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	16 125,8	1 835,8	17 961,6	36 359,0	23 171,7	59 530,7	77 492,3
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal	5 482,7	809,4	6 292,1	9 996,4	2 119,1	12 115,5	18 407,6
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 187,2	558,3	11 745,5	20 069,4	2 148,1	22 217,5	33 963,0
	Centre local de services communautaires Naskapi	163,5	44,2	207,7	357,0	186,8	543,8	751,5
	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	489,7	18,6	508,3	2 896,6	-	2 896,6	3 404,9
	Centre universitaire de santé McGill	6 986,5	407,0	7 393,5	30 406,9	71,0	30 477,9	37 871,4
	Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	6 677,0	57,0	6 734,0	7 865,3	1 917,2	9 782,5	16 516,5
	Corporation d'urgences-santé	3 646,3	213,4	3 859,7	8 129,0	537,4	8 666,4	12 526,1
	Corporation des partenaires pour les communications santé Laurentides et de Lanaudière	-	-	-	2,3	-	2,3	2,3
	Groupe Alerte Santé inc.							
	Groupe d'approvisionnement en commun de l'Est du Québec							
	Groupe d'approvisionnement en commun de l'Ouest du Québec							
	Héma-Québec	2 796,3	2 418,8	5 215,1	14 748,9	3 637,7	18 386,6	23 601,7
	Institut de Cardiologie de Montréal	8 932,5	130,0	9 062,5	5 456,1	-	5 456,1	14 518,6
	Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	143,0	-	143,0	640,2	127,3	767,5	910,5
	Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel	190,4	293,7	484,1	2 350,5	-	2 350,5	2 834,6
	Institut national de santé publique du Québec	873,0	-	873,0	11 682,4	1 991,7	13 674,1	14 547,1
	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec - Université Laval	-	-	-	1 700,0	-	1 700,0	1 700,0
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	82 974,0	16 813,2	99 787,2	244 444,8	37 729,8	282 174,6	381 961,8
	Office des personnes handicapées du Québec	55,0	-	55,0	3 151,0	10,0	3 161,0	3 216,0
	Régie de l'assurance maladie du Québec	8 198,7	4 166,5	12 365,2	52 142,3	21 446,7	73 589,0	85 954,2
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	212,4	-	212,4	2 509,2	720,6	3 229,8	3 442,2	
SigmaSanté	-	-	-	806,8	3 742,0	4 548,8	4 548,8	
Sécurité publique	Commission de la capitale nationale du Québec	111,5	-	111,5	136,3	100,7	237,0	348,5
	Ministère de la Sécurité publique	6 577,5	1 356,5	7 934,0	17 448,9	1 054,1	18 503,0	26 437,0
	Régie des alcools, des courses et des jeux	2 149,0	126,0	2 275,0	639,4	116,5	755,9	3 030,9
	Sûreté du Québec	3 818,5	527,4	4 345,9	80 189,5	20 994,1	101 183,6	105 529,5
	École nationale de police du Québec	375,0	-	375,0	1 603,8	705,9	2 309,7	2 684,7
	École nationale des pompiers du Québec	8,0	-	8,0	-	-	-	8,0
Tourisme	Ministère du Tourisme	75,0	-	75,0	3 299,7	1 522,4	4 822,1	4 897,1
	Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	2 665,9	665,2	3 331,1	1 292,5	759,0	2 051,5	5 382,6
	Société du Centre des congrès de Québec	146,4	-	146,4	647,8	48,9	696,7	843,1
Transports	Société du Palais des congrès de Montréal	848,5	-	848,5	1 806,5	-	1 806,5	2 655,0
	Commission des transports du Québec	306,4	-	306,4	1 837,1	33,0	1 870,1	2 176,5
	Ministère des Transports	17 631,1	13 924,1	31 555,2	47 751,4	28 556,7	76 308,1	107 863,3
	Société de l'assurance automobile du Québec	30 140,8	53 963,4	84 104,2	90 893,9	34 226,3	125 120,2	209 224,4
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Société des traversiers du Québec	730,1	100,0	830,1	2 682,2	639,4	3 321,6	4 151,7
	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	11 714,6	14 954,9	26 669,5	64 485,8	23 154,1	87 639,9	114 309,4
	Commission des partenaires du marché du travail					28,6	28,6	28,6
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	2 135,0	-	2 135,0	77,0	18,2	95,2	2 230,2
	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	9 483,2	6 665,0	16 148,2	91 998,6	9 230,6	101 229,2	117 377,4
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	75,0	-	75,0	156,2	56,7	212,9	287,9	
Tribunal administratif du travail	760,0	-	760,0	4 705,7	405,0	5 110,7	5 870,7	
Total		968 728,9	315 492,0	1 284 220,9	2 598 995,9	718 325,7	3 317 321,6	4 601 542,5

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020. Il est à noter qu'à la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

*Le ministère de l'Enseignement supérieur a débuté ses opérations au cours de l'exercice financier 2020-2021, à la suite de sa scission avec le ministère de l'Éducation résultant des décrets n°653 2020 et n°654-2020 (22 juin 2020).

Note : Données et structure des organismes publics en date de l'exercice 2021 de la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles, sans redressement pour les scissions, fusions et transferts. Les données relatives aux organismes publics abolis sont incluses pour les exercices financiers où ils étaient en activité.

Source : Système intégré de gestion des ressources informationnelles

Données à la date de retransmission au 31 octobre 2021

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP15-SCT

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et des réseaux de la santé et de l'éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles suivantes : la liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord, la liste des projets qui font l'objet d'une division ou d'une séparation en sous-projets, en spécifiant la valeur globale du projet, le coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et le coût annuel pour la mise à jour.

RÉPONSE

Le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec (tableau de bord) présente l'ensemble des projets qualifiés en ressources informationnelles qui sont à la phase d'exécution.

La notion de sous-projets n'existe pas dans la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement ou dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles.

Le coût de la mise en œuvre du tableau de bord est présenté dans la RG-25.

Quant à l'entretien et la mise à jour du tableau de bord, ils étaient sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor en 2021-2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information, et leur date d'entrée en fonction.

3RP56-SCT

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP65-SCT

État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi n° 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

RÉPONSE

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP66-SCT

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des organismes ayant soumis en 2021-2022 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

3RP67-SCT

RÉPONSE

La liste ci-dessous présente les organismes publics qui ont transmis une programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles au 30 juin 2021 au dirigeant principal de l'information en vertu de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

Portefeuille ministériel	Organismes publics
Affaires municipales et Habitation	Commission municipale du Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Régie du bâtiment du Québec Société d'habitation du Québec Tribunal administratif du logement
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Commission de protection du territoire agricole du Québec La Financière agricole du Québec Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Autorité des marchés publics Centre d'acquisitions gouvernementales Commission de la fonction publique Infrastructures technologiques Québec Secrétariat du Conseil du trésor Société québécoise des infrastructures
Conseil exécutif	Centre de la francophonie des Amériques Commission d'accès à l'information Ministère du Conseil exécutif
Culture et Communications	Bibliothèque et Archives nationales du Québec Conseil des arts et des lettres du Québec Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec Ministère de la Culture et des Communications Musée d'art contemporain de Montréal Musée de la civilisation Musée national des beaux-arts du Québec Société de développement des entreprises culturelles Société de la Place des Arts de Montréal Société de télédiffusion du Québec Société du Grand Théâtre de Québec
Économie et Innovation	Commission de l'éthique en science et en technologie Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies Fonds de recherche du Québec - Santé Fonds de recherche du Québec - Société et culture Ministère de l'Économie et de l'Innovation

Date :

Le 8 avril 2022

Responsable :

SMAGF— Sous-ministériat adjoint à la gouvernance et au financement

Collaboration :

Sans objet

Validation BSMSG :

Dominique Cormier

Portefeuille ministériel	Organismes publics
Education	<p>Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées</p> <p>Centre de services scolaire de Charlevoix</p> <p>Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup</p> <p>Centre de services scolaire de la Baie-James</p> <p>Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin</p> <p>Centre de services scolaire de la Capitale</p> <p>Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud</p> <p>Centre de services scolaire de la Jonquière</p> <p>Centre de services scolaire de la Moyenne-Côte-Nord</p> <p>Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île</p> <p>Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke</p> <p>Centre de services scolaire de la Riveraine</p> <p>Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord</p> <p>Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands</p> <p>Centre de services scolaire de Laval</p> <p>Centre de services scolaire de l'Énergie</p> <p>Centre de services scolaire de l'Estuaire</p> <p>Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois</p> <p>Centre de services scolaire de Montréal</p> <p>Centre de services scolaire de Portneuf</p> <p>Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda</p> <p>Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe</p> <p>Centre de services scolaire de Sorel-Tracy</p> <p>Centre de services scolaire des Affluents</p> <p>Centre de services scolaire des Appalaches</p> <p>Centre de services scolaire des Bois-Francs</p> <p>Centre de services scolaire des Chênes</p> <p>Centre de services scolaire des Chic-Chocs</p> <p>Centre de services scolaire des Découvreurs</p> <p>Centre de services scolaire des Draveurs</p> <p>Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries</p> <p>Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides</p> <p>Centre de services scolaire des Hautes-Rivières</p> <p>Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais</p> <p>Centre de services scolaire des Hauts-Cantons</p> <p>Centre de services scolaire des Îles</p> <p>Centre de services scolaire des Laurentides</p> <p>Centre de services scolaire des Mille-Îles</p> <p>Centre de services scolaire des Monts-et-Marées</p> <p>Centre de services scolaire des Navigateurs</p> <p>Centre de services scolaire des Patriotes</p> <p>Centre de services scolaire des Phares</p> <p>Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais</p> <p>Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries</p> <p>Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay</p> <p>Centre de services scolaire des Samares</p> <p>Centre de services scolaire des Sommets</p> <p>Centre de services scolaire des Trois-Lacs</p>

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy Centre de services scolaire du Fer Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs Centre de services scolaire du Lac-Abitibi Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue Centre de services scolaire du Littoral Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs Centre de services scolaire Harricana Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys Centre de services scolaire Marie-Victorin Centre de services scolaire René-Lévesque Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal Commission consultative de l'enseignement privé Commission scolaire Central Québec Commission scolaire Eastern Shores Commission scolaire Eastern Townships Commission scolaire English-Montréal Commission scolaire Kativik Commission scolaire Lester-B.-Pearson Commission scolaire New Frontiers Commission scolaire Riverside Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier Commission scolaire Western Québec Conseil du statut de la femme Conseil supérieur de l'éducation Institut national des mines Ministère de l'Éducation
Énergie et Ressources naturelles	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Régie de l'énergie Société de développement de la Baie-James Société du Plan Nord
Enseignement supérieur	Cégep André-Laurendeau Cégep Beauce-Appalaches Cégep d'Ahuntsic Cégep de Baie-Comeau Cégep de Bois-de-Boulogne Cégep de Chicoutimi Cégep de Drummondville Cégep de Granby Cégep de Jonquière Cégep de la Gaspésie et des Îles Cégep de La Pocatière Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue Cégep de Lévis-Lauzon Cégep de l'Outaouais Cégep de Maisonneuve

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	<p> Cégep de Matane Cégep de Rimouski Cégep de Rivière-du-Loup Cégep de Rosemont Cégep de Sainte-Foy Cégep de Saint-Jérôme Cégep de Saint-Laurent Cégep de Sept-Îles Cégep de Sorel-Tracy Cégep de St-Félicien Cégep de St-Hyacinthe Cégep de Thetford Cégep de Trois-Rivières Cégep de Valleyfield Cégep de Victoriaville Cégep du Vieux Montréal Cégep Édouard Montpetit Cégep François-Xavier Garneau Cégep Gérald-Godin Cégep John Abbott Cégep Limoilou Cégep Lionel Groulx Cégep Marie-Victorin Cégep Montmorency Cégep régional de Lanaudière Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu Champlain Regional College Collège d'Alma Collège Dawson Collège Héritage Collège Shawinigan Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études Commission d'évaluation de l'enseignement collégial École de technologie supérieure École des hautes études commerciales de Montréal École nationale d'administration publique École Polytechnique de Montréal Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec Institut national de la recherche scientifique Ministère de l'Enseignement supérieur Office des professions du Québec Télé-université Université Bishop's Université Concordia Université de Montréal Université de Sherbrooke Université du Québec Université du Québec à Chicoutimi </p>

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	Université du Québec à Montréal Université du Québec à Rimouski Université du Québec à Trois-Rivières Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue Université du Québec en Outaouais Université Laval Université McGill Vanier College
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Société québécoise de récupération et de recyclage
Famille	Curateur public Ministère de la Famille
Finances	Agence du revenu du Québec Financement-Québec Institut de la statistique du Québec Ministère des Finances Retraite Québec Société de financement des infrastructures locales du Québec Tribunal administratif des marchés financiers
Forêts, Faune et Parcs	Fondation de la faune du Québec Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Société des établissements de plein air du Québec
Immigration, Francisation et Intégration	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
Justice	Comité de la rémunération des juges Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales Commission de toponymie Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Commission des services juridiques Conseil de la justice administrative Conseil de la magistrature Conseil supérieur de la langue française Directeur des poursuites criminelles et pénales Fonds d'aide aux actions collectives Ministère de la Justice Office de la protection du consommateur Office québécois de la langue française Société québécoise d'information juridique Tribunal administratif du Québec Tribunal des droits de la personne
Relations internationales et Francophonie	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Office Québec-Monde pour la jeunesse

Portefeuille ministériel	Organismes publics
Santé et Services sociaux	<p>Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA)</p> <p>Centre d'appel d'urgence des régions de l'Est-du-Québec (CAUREQ)</p> <p>Centre de communication santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec</p> <p>Centre de communication santé de l'Outaouais</p> <p>Centre de communication santé des Capitales</p> <p>Centre hospitalier de l'Université de Montréal</p> <p>Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine</p> <p>Centre local de services communautaires Naskapi</p> <p>Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James</p> <p>Centre universitaire de santé McGill</p> <p>CHU de Québec - Université Laval</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides</p> <p>Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean</p> <p>Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec</p> <p>Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James</p> <p>Corporation des partenaires pour les communications santé Laurentides et de Lanaudière</p> <p>Corporation d'urgences-santé</p> <p>Groupe Alerte Santé inc.</p> <p>Héma-Québec</p> <p>Institut de Cardiologie de Montréal</p> <p>Institut national de santé publique du Québec</p>

Portefeuille ministériel	Organismes publics
	Institut national d'excellence en santé et en services sociaux Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec – Université Laval Ministère de la Santé et des Services sociaux Office des personnes handicapées du Québec Régie de l'assurance maladie du Québec Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik SigmaSanté
Sécurité publique	Bureau des coroners Bureau des enquêtes indépendantes Comité de déontologie policière Commissaire à la déontologie policière Commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la capitale nationale du Québec Commission québécoise des libérations conditionnelles École nationale de police du Québec École nationale des pompiers du Québec Ministère de la Sécurité publique Régie des alcools, des courses et des jeux Sûreté du Québec
Tourisme	Ministère du Tourisme Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique Société du Centre des congrès de Québec Société du Palais des congrès de Montréal
Transports	Commission des transports du Québec Ministère des Transports Société de l'assurance automobile du Québec Société des Traversiers du Québec
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail Commission des partenaires du marché du travail Conseil de gestion de l'assurance parentale Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris Tribunal administratif du travail

Note : Structure des organismes publics en date de l'exercice 2021 de la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP75-SCT

Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.

RÉPONSE

Cette question est similaire à la question 66 du troisième groupe d'opposition.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

3RP76-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP77-SCT

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date : Le 9 avril 2022
Responsable: DGCHACSG— Direction générale du capital humain, de l'amélioration continue et du soutien à la gestion
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPQ, pour les dix dernières années.

3RP78-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date : Le 9 avril 2022

Responsable: DGCHACSG— Direction générale du capital humain, de l'amélioration continue et du soutien à la gestion

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPQ, et ventilation par corps d'emploi.

3RP79-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date : Le 9 avril 2022
Responsable: DGCHACSG — Direction générale du capital humain, de l'amélioration continue et du soutien à la gestion
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.

3RP80-SCT

RÉPONSE

Dans cette question, l'organisme auquel on fait référence est le Centre de services partagés du Québec.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.

3RP81-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Pour le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, les informations relatives aux contrats octroyés peuvent être consultées dans la réponse à la question 06 des demandes de renseignements généraux.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

3RP87-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP88-SCT

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date : Le 9 avril 2022

Responsable: DGCHACSG— Direction générale du capital humain, de l'amélioration continue et du soutien à la gestion

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Taux de rétention, par catégorie de personnel, à ITQ, pour les dix dernières années.

3RP89-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date : Le 9 avril 2022

Responsable: DGCHACSG— Direction générale du capital humain, de l'amélioration continue et du soutien à la gestion

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à ITQ, et ventilation par corps d'emploi.

3RP90-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date : Le 9 avril 2022

Responsable: DGCHACSG— Direction générale du capital humain, de l'amélioration continue et du soutien à la gestion

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.

3RP91-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Concernant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, les pénalités appliquées à des contractuels concernant les projets de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initiés pour l'exercice financier 2021-2022, vous réferez à la réponse de la question 9 des demandes de renseignements généraux.

Pour la liste des pénalités appliquées autre que sur les projets de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques, vous référer à l'annexe 1.

Date :

Le 11 avril 2022

Responsable:

SMAGF— Sous-ministériat adjoint à la gouvernance et au financement

Collaboration :

SMASIGC— Sous-ministériat adjoint à la sécurité de l'information
gouvernementale et à la cybersécurité

SMATNG— Sous-ministériat adjoint à la transformation numérique
gouvernementale

SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la
télécommunication et aux services communs

Validation BSMSG :

D.Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe
d'opposition

3RP91-SCT - ANNEXE 1

**Pénalités appliquées à des contractuels du 1^{er} avril 2021
au 28 février 2022**

Firme	Montant du contrat (\$)	Montant de la pénalité (\$)
Cofomo Québec inc.	1 935 318	21 600
Alithya services TI inc.	6 557 073	43 200
Lévio Conseil inc.	2 357 821	29 000
Lévio Conseil inc.	1 166 000	3 000
Compugen inc.	2 909 622	563
Telus Communications inc.	264 000 000	264 770
Motorola Solutions Canada inc.	210 524 532	411 713
Ciao technologies inc.	3 041 623	82 400
Lévio Conseil inc.	2 984 520	7 500
Lévio Conseil inc.	1 028 138	3 000
Lévio Conseil inc.	862 004	13 000
Services conseils Abna inc.	1 411 902	9 600
Kyndryl Canada	11 513 114	183 000

Date : 2022-04-18

Responsable : SMAGF - Sous- ministériat adjoint à la gouvernance et au financement

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG :D.Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.

3RP92-SCT

RÉPONSE

Cette question est similaire à la demande 81 du troisième groupe d'opposition.

Veillez vous référer à cette réponse.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP93-SCT

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.

RÉPONSE

Voir la réponse à la question 2 des demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition adressées au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demands de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.

3RP94-SCT

RÉPONSE

Cette question est similaire à la question 14 des demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition.

Veillez vous référer à cette réponse.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022

3RP95-SCT

RÉPONSE

Cette question est similaire à la question 14 des demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition.

Veillez vous référer à cette réponse.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.

3RP96-SCT

RÉPONSE

Cette question est similaire à la question 14 des demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition.

Veillez vous référer à cette réponse.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.

3RP97-SCT

RÉPONSE

Veillez vous référer à la réponse 6 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

Date :

Le 8 avril 2022

Responsable:

SMAGF— Sous-ministériat adjoint à la gouvernance et au financement

Collaboration :

Sans objet

Validation BSMSG :

D.Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.

3RP98-SCT

RÉPONSE

Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, les informations sont disponibles à la question 6 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.

3RP99-SCT

RÉPONSE

Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, les informations sont disponibles à la question 8 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des domaines « quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.

3RP100-SCT

RÉPONSE

Domaine	Ministères et organismes	Date de l'acquisition
amp.quebec	Autorité des marché public	2018-12-03
registredesactionscollectives.quebec	Ministère de la Justice du Québec	2018-10-19

L'année de mise en ligne pour chacun de ces domaines ne peut être précisée, car cette information n'est pas consignée aux outils.

Tous les ministères et organismes peuvent acheter des domaines auprès de leur registraire d'adresse Internet.

Dans ces cas, le ministère de la Cybersécurité et du Numérique ne détient aucun inventaire de ces domaines ou sous-domaines respectifs.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP101-SCT

Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines « .qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.

RÉPONSE

Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) n'a acquis aucun domaine « .qc.ca » en 2021-2022.

Tous les ministères et organismes peuvent acheter des domaines auprès de leur registraire d'adresse Internet. Dans ces cas, le MCN ne détient aucun inventaire de ces domaines ou sous-domaines respectifs.

Date :

Le 11 avril 2022

Responsable:

SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Collaboration :

SMAIT — Sous-ministériat adjoint aux infrastructures et à la télécommunication

Validation BSMSG :

D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP102-SCT

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.

RÉPONSE

— Conformément au cadre légal et normatif de la dotation en 2021-2022, le terme *concours* doit être remplacé par *processus de qualification*.

Voir l'annexe 1 pour consulter les tableaux.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP102-SCT-Annexe

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.

RÉPONSE

RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																									
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																			NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	99 (Hors Québec)			
Conseillère ou conseiller en gestion des ressources humaines	10000RS93960002	Toutes les régions	2021-09-13	3517	76	98	1060	82	81	733	96	63	31	4	33	222	172	109	148	419	51	39	956	2021-12-16	
Agente ou agent de développement industriel	10200RS93960003	Toutes les régions	2021-08-16	1929	47	57	427	65	77	449	60	32	15	4	15	111	96	66	68	259	47	34	558	2021-10-15	
Statisticienne ou statisticien	10500RS93960002	Toutes les régions	2021-04-19	959	21	11	228	21	24	307	27	10	9	2	10	35	60	26	29	114	8	17	179	2021-07-27	
Conseillère ou conseiller en technologies de l'information	10800RS93960006-004	Toutes les régions	2021-05-04	318	3	3	90	8	10	86	4	2	2	0	0	13	24	8	12	37	9	7	66	2021-07-16	

Date :
Responsable :
Collaboration :
Validation BSMSG :

Le 9 avril 2022
SMAPSAGIR – Sous-ministériat aux produits SAGIR
Sans objet
D. Cormier

RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																									
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																			NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	99 (Hors Québec)			
Conseillère ou conseiller en technologies de l'information	10800RS93960006-005	Toutes les régions	2021-06-01	471	7	6	144	13	21	119	18	2	1	0	2	22	21	12	17	50	8	8	77	2021-09-09	
Conseillère ou conseiller en technologies de l'information	10800RS93960006-006	Toutes les régions	2021-07-14	387	5	9	111	8	12	101	15	3	2	0	3	21	21	2	17	45	1	11	56	2021-10-12	
Conseillère ou conseiller en technologies de l'information	10800RS93960006-007	Toutes les régions	2021-08-24	365	7	16	136	8	6	82	9	2	3	0	1	19	15	6	10	31	4	10	51	2021-11-03	
Conseillère ou conseiller en technologies de l'information	10800RS93960006-008	Toutes les régions	2021-09-29	667	7	17	238	16	10	170	18	2	3	0	0	37	26	17	16	67	10	13	79	2022-01-12	
Une ou un architecte	10900RS93960003-001	Québec et Montréal	2021-04-01	14	0	0	6	0	0	6	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	3	2021-06-29	
Une ou un architecte	10900RS93960003-002	Québec et Montréal	2021-05-01	25	0	0	4	1	0	12	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	5	2	2021-10-01	
Une ou un architecte	10900RS93960003-003	Québec et Montréal	2021-08-17	16	0	0	1	0	0	7	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2	0	4	4	2021-11-30	
Une ou un architecte, grade stagiaire	10904RS93960003-001	Québec et Montréal	2021-04-01	20	0	0	7	0	0	7	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	1	2	2	2021-06-29	

RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																									
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																			NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	99 (Hors Québec)			
Une ou un architecte, grade stagiaire	10904RS93960003-002	Québec et Montréal	2021-05-01	27	0	0	4	2	2	8	0	0	0	0	0	0	3	0	1	4	0	3	3	2021-10-01	
Une ou un architecte, grade stagiaire	10904RS93960003-003	Québec et Montréal	2021-08-17	23	0	0	9	0	1	4	0	0	0	0	0	1	2	0	0	2	1	3	5	2021-11-30	
Arpenteur-géomètre ou arpenteur-géomètre	11000RS93960004-001	Toutes les régions	2021-04-01	24	1	0	9	0	0	4	1	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	3	9	2021-06-29	
Arpenteur-géomètre ou arpenteur-géomètre	11000RS93960004-002	Toutes les régions	2021-05-01	18	1	0	4	0	0	2	1	0	0	0	0	2	0	0	1	3	2	2	1	2021-10-01	
Arpenteur-géomètre ou arpenteur-géomètre	11000RS93960004-003	Toutes les régions	2021-04-01	19	0	0	5	1	0	1	1	0	0	0	0	4	0	0	2	1	0	4	2	2021-11-30	
Une ou un bibliothécaire	11200RS93960003	Québec, Montréal et Drummondville	2021-07-12	418	1	3	95	1	5	169	11	0	1	0	0	12	30	6	9	65	3	7	41	2021-10-20	
Une ou un actuaire	12900RS93960004-001	Québec et Montréal	2021-04-01	144	0	0	27	2	0	73	3	2	0	0	0	7	10	4	1	13	0	2	22	2021-06-29	
Une ou un actuaire	12900RS93960004-002	Québec et Montréal	2021-05-01	154	0	0	29	1	1	66	5	1	0	0	1	2	10	2	7	21	1	7	9	2021-10-01	
Une ou un actuaire	12900RS93960004-003	Québec et Montréal	2021-04-01	177	1	0	27	2	2	70	4	3	0	0	0	6	13	9	9	22	0	9	16	2021-11-30	

RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																									
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																			NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	99 (Hors Québec)			
Agente ou agent d'évaluation foncière ou évaluatrice agréée ou évaluateur agréé	13200RS93960005-001	Toutes les régions	2021-04-01	101	3	2	14	4	2	33	3	3	1	0	1	8	7	1	6	11	1	1	17	2021-06-29	
Agente ou agent d'évaluation foncière ou évaluatrice agréée ou évaluateur agréé	13200RS93960005-002	Toutes les régions	2021-05-01	162	2	3	28	6	9	41	7	4	2	1	4	5	19	5	8	14	0	4	6	2021-10-01	
Agente ou agent d'évaluation foncière ou évaluatrice agréée ou évaluateur agréé	13200RS93960005-003	Toutes les régions	2021-04-01	93	1	1	22	3	4	25	3	0	0	0	2	3	6	1	2	17	1	2	7	2021-11-30	
Agente ou agent de secrétariat	22120RS93960003-001	Toutes les régions	2021-06-07	1700	46	75	353	51	45	434	96	30	16	5	23	59	67	63	75	178	43	41	252	2021-09-16	
Agente ou agent de secrétariat	22120RS93960003-002	Toutes les régions	2021-07-12	982	18	38	199	45	25	207	66	11	17	3	16	35	56	45	36	107	33	25	82	2021-10-20	
Agente ou agent de secrétariat	22120RS93960003-003	Toutes les régions	2021-09-03	1662	35	65	299	67	39	405	97	23	22	2	35	85	69	65	88	183	43	40	176	2021-12-13	
Préposée ou préposé aux renseignements	24910RS93960004-001	Toutes les régions	2021-07-12	2580	47	90	521	79	89	667	146	25	30	7	35	91	135	98	123	303	67	27	682	2021-10-20	
Préposée ou préposé aux renseignements	24910RS93960004-002	Toutes les régions	2021-08-23	1083	26	47	208	49	39	247	54	10	11	0	25	62	51	40	54	120	31	9	296	2021-11-09	

RECRUTEMENT PUBLIC - RÉPARTITION DES INSCRITS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE																								
TITRE OFFICIEL	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION	NOMBRE INSCRIPTIONS	RÉGION ADMINISTRATIVE																	NOMBRE DE CANDIDATS QUALIFIÉS ISSUS DU PROCESSUS	DATE DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS LA BANQUE DES CANDIDATURES ISSUES DU PROCESSUS	
					01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17			99 (Hors Québec)
Préposée ou préposé aux renseignements	24910RS93960004-003	Toutes les régions	2021-07-12	1523	21	60	317	63	45	378	70	7	16	0	22	68	98	68	78	161	38	13	372	2021-12-21
Technicienne ou technicien agricole	25710RS93960003	Toutes les régions	2021-07-05	445	24	24	76	11	22	67	20	5	8	0	7	38	12	18	19	58	18	18	161	2021-11-18
Technicienne ou technicien en administration	26410RS93960004-001	Toutes les régions	2021-05-03	1280	19	32	389	25	23	322	34	15	12	2	17	61	71	42	52	115	30	19	462	2021-07-26
Technicienne ou technicien en administration	26410RS93960004-002	Toutes les régions	2021-05-04	1983	42	35	584	41	38	461	67	27	17	1	19	107	130	58	77	213	30	36	609	2021-10-06
Technicienne ou technicien en administration	26410RS93960004-003	Toutes les régions	2021-05-13	1951	36	60	482	55	47	517	79	15	11	5	12	87	103	68	81	227	35	30	470	2021-11-11
Technicienne ou technicien en administration	26410RS93960004-004	Toutes les régions	2021-06-16	2480	40	63	586	86	57	598	110	31	26	8	24	122	134	92	108	289	64	42	557	2021-12-08
Technicienne ou technicien en administration	26410RS93960004-005	Toutes les régions	2021-09-02	1806	38	46	433	52	40	462	69	25	9	1	16	97	86	89	80	193	42	28	453	2022-01-24
TOTAL				29523	575	861	7172	868	776	7340	1194	353	265	45	324	1445	1552	1021	1236	3346	623	526	6743	

¹ Le terme *concours* a été remplacé par *processus de qualification* pour se conformer au nouveau cadre légal et normatif de la dotation. La liste ci-dessus contient les processus dont la période d'inscription a débuté entre le 2021-04-01 et le 2022-02-28.

² La liste ne contient que les processus visant les classes d'emplois pour lesquels le MCN détient la délégation du SCT. À noter que le MCN tient également des processus pour le compte de MO détenant une délégation pour certaines classes d'emplois.

Liste des processus de qualification de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022

PROCESSUS DE QUALIFICATION RÉSERVÉS

PÉRIODE	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA PERSONNE INSCRITE	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION ¹	TOTAL INSCRITS	CANDIDATURES REÇUES - MINORITÉ ETHNIQUE ²	CANDIDATURES REÇUES - PERSONNE HANDICAPÉE ³	CANDIDATURES REÇUES - ANGLOPHONE ³	CANDIDATURES REÇUES - PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA ⁴	CANDIDATURES REÇUES - MINORITÉ VISIBLE ⁵	CRÉATION DE LA BANQUE	DATE D'INSCRIPTION DANS LA BANQUE ⁶	CANDIDATS QUALIFIÉS	CANDIDATS QUALIFIÉS - MINORITÉ ETHNIQUE ²	CANDIDATS QUALIFIÉS - PERSONNE HANDICAPÉE ³	CANDIDATS QUALIFIÉS - ANGLOPHONE ³	CANDIDATS QUALIFIÉS - MEMBRES DES PEUPLES AUTOCHTONES ⁴	CANDIDATS QUALIFIÉS - MINORITÉ VISIBLE ⁵
PERSONNEL DE CABINET																		
Automne 2020	10400RP93960007 ⁶	Toutes	12	2020-09-30	1	-	-	-	-	-	2017-01-25	2021-04-13	1	-	-	-	-	-
Automne 2020	10800RP93960002 ⁶	Toutes	03	2020-10-28	1	1	-	-	-	-	2015-12-16	-	En suspens	-	-	-	-	-
SOUS - TOTAL					2	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
PDEIPH⁴																		
Cohorte automne 2019	26410RH93470008 ⁶	Toutes	03	2019-09-19	1	-	1	-	-	-	2015-12-18	2021-06-16	1	-	1	-	-	-
Cohorte automne 2019	10500RH93470004	Toutes	03	2020-09-28	1	-	1	-	-	-	2018-05-28	2021-08-04	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2020	22120RH93470011 ⁶	Toutes	03	2020-06-30	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-05-03	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2020	20010RH93470040 ⁶	Toutes	16	2020-09-21	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-04-08	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2020	10500RH93470005 ⁶	Toutes	16	2020-09-22	1	-	1	-	-	-	2018-05-28	2021-08-04	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2020	20010RH93470042 ⁶	Toutes	07	2020-06-16	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-04-07	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2020	20010RH93960043	Toutes	06	2021-03-29	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-07-23	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2021	20010RH93960044	Toutes	03	2021-05-06	1	-	1	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte printemps 2021	20010RH93960045	Toutes	06	2021-06-11	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-11-04	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2021	10500RH93960003	Toutes	03	2021-05-06	1	-	1	-	-	-	2018-05-28	2021-07-23	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2021	20010RH93960046	Toutes	06	2021-06-11	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-10-18	1	-	1	-	-	-
Cohorte printemps 2021	20010RH93960047	Toutes	06	2021-03-15	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-07-14	1	-	1	-	-	-
Cohorte automne 2021	20010RH93960048	Toutes	03	2021-08-24	1	-	1	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte automne 2021	26410RH93960013	Toutes	06	2021-10-25	1	-	1	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte automne 2021	20010RH93960049	Toutes	05	2021-10-18	1	-	1	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte automne 2021	20010RH93960050	Toutes	03	2021-10-19	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-12-16	1	-	1	-	-	-

Liste des processus de qualification de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022

PROCESSUS DE QUALIFICATION RÉSERVÉS

PÉRIODE	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA PERSONNE INSCRITE	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION ¹	TOTAL INSCRITS	CANDIDATURES REÇUES - MINORITÉ ETHNIQUE ²	CANDIDATURES REÇUES - PERSONNE HANDICAPEE ³	CANDIDATURES REÇUES - ANGLOPHONE ³	CANDIDATURES REÇUES - PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA ⁴	CANDIDATURES REÇUES - MINORITÉ VISIBLE ⁵	CRÉATION DE LA BANQUE	DATE D'INSCRIPTION DANS LA BANQUE ²	CANDIDATS QUALIFIÉS	CANDIDATS QUALIFIÉS - MINORITÉ ETHNIQUE ²	CANDIDATS QUALIFIÉS - PERSONNE HANDICAPEE ³	CANDIDATS QUALIFIÉS - ANGLOPHONE ³	CANDIDATS QUALIFIÉS - MEMBRES DES PEUPLES AUTOCHTONES ⁴	CANDIDATS QUALIFIÉS - MINORITÉ VISIBLE ⁵
Cohorte automne 2021	20010RH93960052	Toutes	09	2021-10-26	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-12-22	1	-	1	-	-	-
Cohorte automne 2021	20010RH93960051	Toutes	01	2021-11-03	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-12-16	1	-	1	-	-	-
Cohorte automne 2021	20010RH93960053	Toutes	03	2021-10-26	1	-	1	-	-	-	2015-11-03	2021-12-16	1	-	1	-	-	-
Cohorte automne 2021	10500RH93960004	Toutes	03	2021-11-04	1	-	1	-	-	-	2018-05-28	2021-12-16	1	-	1	-	-	-
Cohorte automne 2021	20010RH93960054	Toutes	13	2021-11-10	1	-	1	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-	-	-
SOUS - TOTAL					22	-	22	-	-	-	-	-	16	-	16	-	-	-
MINA⁵																		
Cohorte automne 2020	10500RNA93960019	Toutes	03	2021-10-22	1	-	-	-	-	1	2018-05-28	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte automne 2020	26410RNA93960008	Toutes	03	2021-10-04	1	1	-	-	-	1	2015-12-18	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte automne 2020	27210RNA93960003	Toutes	03	2020-12-16	1	-	-	-	-	1	2015-11-24	2021-04-13	1	-	-	-	-	1
Cohorte printemps 2021	10500RNA93960016	Toutes	06	2021-02-25	1	-	-	-	-	1	2018-05-28	2021-07-12	1	-	-	-	-	1
Cohorte printemps 2021	10500RNA93960018	Toutes	03	2021-02-25	1	1	-	-	-	1	2018-05-28	2021-07-13	1	1	-	-	-	1
Cohorte printemps 2021	10800RNA93960004	Toutes	03	2021-03-03	1	-	-	-	-	1	2015-10-28	2021-04-19	1	-	-	-	-	1
Cohorte printemps 2021	10800RNA93960005	Toutes	06	2021-02-26	1	1	-	-	-	-	2015-12-16	2021-07-12	1	1	-	-	-	-
Cohorte printemps 2021	10800RNA93960007	Toutes	06	2021-02-26	1	1	-	-	-	-	2015-12-16	2021-07-12	1	1	-	-	-	-
Cohorte printemps 2021	26410RNA93960007	Toutes	06	2021-02-25	1	1	-	-	-	1	2015-12-18	2021-04-14	1	1	-	-	-	1
Cohorte printemps 2022	10500RNA93960020	Toutes	03	2022-01-12	1	-	-	-	-	1	2018-05-28	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte printemps 2022	10500RNA93960021	Toutes	06	2022-01-31	1	-	-	-	-	1	2018-05-28	2022-02-28	1	-	-	-	-	1
Cohorte printemps 2022	11100RNA93960002 ⁷	Toutes	06	2022-02-16	1	-	-	-	-	1	2016-03-04		En cours	-	-	-	-	En cours
Cohorte printemps 2022	20710RNA93960001	Toutes	03	2022-01-07	1	-	-	-	-	1	2016-07-20	2022-01-19	1	-	-	-	-	1
Cohorte printemps 2022	21410RNA93960003	Toutes	03	2022-01-27	1	1	-	-	-	1	2016-01-20	N/A	-	-	-	-	-	-
Cohorte printemps 2022	26410RNA93960009	Toutes	03	2022-01-11	1	1	-	-	-	1	2015-12-18	N/A	-	-	-	-	-	-

Liste des processus de qualification de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022

PROCESSUS DE QUALIFICATION RÉSERVÉS																		
PÉRIODE	NO DE PROCESSUS	RÉGIONS DE VALIDITÉ	RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA PERSONNE INSCRITE	DÉBUT DE LA PÉRIODE D'INSCRIPTION ¹	TOTAL INSCRITS	CANDIDATURES REÇUES - MINORITÉ ETHNIQUE ²	CANDIDATURES REÇUES - PERSONNE HANDICAPEE ³	CANDIDATURES REÇUES - ANGLOPHONE ³	CANDIDATURES REÇUES - PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA ⁴	CANDIDATURES REÇUES - MINORITÉ VISIBLE ⁵	CRÉATION DE LA BANQUE	DATE D'INSCRIPTION DANS LA BANQUE ⁶	CANDIDATS QUALIFIÉS	CANDIDATS QUALIFIÉS - MINORITÉ ETHNIQUE ⁷	CANDIDATS QUALIFIÉS - PERSONNE HANDICAPEE ³	CANDIDATS QUALIFIÉS - ANGLOPHONE ³	CANDIDATS QUALIFIÉS - MEMBRES DES PEUPLES AUTOCHTONES ⁴	CANDIDATS QUALIFIÉS - MINORITÉ VISIBLE ⁵
Cohorte printemps 2022	27210RNA93960005	Toutes	03	2022-01-11	1	1	-	-	-	-	2015-11-24	N/A	-	-	-	-	-	-
SOUS – TOTAL					16	8	-	-	-	13	-	-	9	4	-	-	-	7
TOTAL					40	9	22	-	-	13	-	-	26	4	16	-	-	7

1 Le début de la période d'inscription pour le personnel de cabinet correspond à la date de réception de la demande. Pour le PDEIPH et la MINA, le début de la période d'inscription correspond à la date de création du processus de qualification dans le système de dotation Emploi en ligne (EEL), à la suite de la réussite du projet d'emploi (PDEIPH) ou de l'emploi (MINA).

2 La date d'inscription dans la banque correspond à la date d'inscription du candidat qualifié dans la banque de personnes qualifiées (procédure d'évaluation réussie). N/A signifie que le candidat ne peut être inscrit dans la banque de personnes qualifiées (procédure d'évaluation non réussie).

3 Tant pour les candidatures reçues que pour les candidats qualifiés, les cinq catégories de groupes cibles sont issues de la section Accès à l'égalité du formulaire d'inscription en ligne. L'appartenance à un groupe cible est une information déclaratoire fournie par les candidats lors de leur inscription. Il est possible qu'un candidat ait répondu « oui » à plus d'une question contenue dans le formulaire d'inscription.

4 PDEIPH : Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées.

5 MINA : Mesure d'intégration en emploi des nouveaux arrivants membres des minorités visibles et ethniques.

6 Bien qu'ils ont débuté avant l'année financière 2021-2022, ces processus de qualification réservés se sont terminés pendant l'année financière visée ou sont en suspens dû à une période d'absence (ex. invalidité) de la personne participante. La passation des examens a été retardée en raison du contexte sanitaire (pandémie) ou en raison d'une absence prolongée (ex. invalidité). Toutefois, la séance d'examens ou la réception des résultats, ont eu lieu dans l'année financière 2021-2022.

7 Ce processus de qualification réservé se termine le 10 mars 2022 toutefois les données étaient requises au 28 février 2022.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.

3RP103-SCT

RÉPONSE

La seule phase d'implantation de SAGIR active est SAGIR SGR-7- Système de paie.

La phase de planification a été autorisée au coût de 6,8 M\$.

Pour 2021-2022, les sommes versées sont de 0,058 M\$.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.

3RP104-SCT

RÉPONSE

Cette question est similaire à la question 103 des demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition.

Vous référer à cette réponse.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP105-SCT

Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à SAGIR, et leur mandat.

RÉPONSE

- La Direction générale du développement des solutions d'affaires et la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires n'existent plus.
- En 2018, elles ont été remplacées par la Direction générale en gestion intégrée des ressources (DGGIR).
- Le 1^{er} janvier 2022, avec la création du ministère de la Cybersécurité et du Numérique, la DGGIR est devenue la Direction principale de la gestion intégrée des ressources (DPGIR).

- La DPGIR compte 138 ressources externes et 150 ressources internes pour un total de 288 ressources.
- Mission de la DPGIR :
Concevoir, réaliser et mettre en œuvre les solutions en gestion intégrée des ressources que sont notamment SAGIR, SAGIP et UGO.
Elle a le mandat de pourvoir à l'évolution, à l'entretien ainsi qu'à l'exploitation de ces solutions.
Elle a pour mandat de réaliser les projets d'envergure liés aux solutions en gestion intégrée des ressources.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet Accès UniQC. Fournir une ventilation par année.

3RP106-SCT

RÉPONSE

La solution Accès UniQc a évolué vers le Programme Service québécois d'identité numérique (SQIN).

De l'information sur ce projet est disponible sur le site internet du Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante :

[Projets- Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](https://gouv.qc.ca/projets-tableau-de-bord)

Date : Le 11 avril 2022
Responsable : SMATNG - Sous-ministériat adjoint à la transformation numérique gouvernementale
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation d'Accès UniQC.

3RP107-SCT

RÉPONSE

Cette question est similaire à la question 106 des demandes de renseignements du troisième groupe d'opposition.

Vous référez à cette réponse.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demands de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP108-SCT

Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à Accès UniQC, et leur mandat.

RÉPONSE

La solution gouvernementale Accès UniQc a été révisée et a évolué vers le Programme Service québécois d'identité numérique (SQIN).

Au 4 mars 2022, 73 ressources internes et 71 ressources externes participent à la phase d'exécution du projet 1 du Programme SQIN : Accès bonifié aux prestations électroniques de services Entreprises et Citoyens.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP110-SCT

Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.

RÉPONSE

Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique n'a aucun employé et aucune ressource externe affectée au Plan pour moderniser le système de justice du Québec.

Date : Le 9 avril 2022
Responsable: SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : D.Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.

3RP111-SCT

RÉPONSE

**COÛTS ASSOCIÉS AU RÉSEAU NATIONAL INTÉGRÉ DE RADIOCOMMUNICATION
(RENIR)**

(en millions de dollars)

	Déboursés projets		Déboursés d'actifs		Total
	RENIR	Programme d'amélioration de la couverture (PAC)	Renouvellement d'actifs	Disposition d'actifs	
Années antérieures	322,2	21,7	17,2	(8,4)	352,7
2020-2021ⁱ	--	--	16,6	--	16,6
Total	322,2	21,7	33,8	(8,4)	369,3

ⁱ Les données relatives à la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 ne sont pas disponibles. Elles nécessitent des travaux de compilation qui sont réalisés après la fermeture de l'année financière, lesquelles doivent ensuite être vérifiées par le Vérificateur général du Québec.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version 12 de la licence Oracle.

3RP112-SCT

RÉPONSE

Ce projet est terminé depuis le 30 septembre 2019.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).

3RP113-SCT

RÉPONSE

Le projet de Système d'information intégré client (SIIC) a été annulé en janvier 2018, avant même le démarrage de la phase d'avant-projet.

Date : Le 11 avril 2022

Responsable: SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demands de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Le plan et les échéanciers concernant le projet de Système d'information intégré client (SIIC).

3RP114-SCT

RÉPONSE

Le projet de Système d'information intégré client (SIIC) a été annulé en janvier 2018, avant même le démarrage de la phase d'avant-projet.

Date : Le 11 avril 2022

Responsable: SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Les frais associés au Système d'information intégré client (SIIC) pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.

3RP115-SCT

RÉPONSE

Le projet de Système d'information intégré client (SIIC) a été annulé en janvier 2018, avant-même le démarrage de la phase d'avant-projet.

Date : Le 9 avril 2022
Responsable: SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP116-SCT

Pour l'année 2021-2022, indiquer :

- a) La liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;
- c) La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv;
- d) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation (ventilé par personne).

RÉPONSE

Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique ne possède pas de conseil d'administration.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP117-SCT

Concernant la « Déclaration de services aux citoyens » : résultats, pour 2021-2022, quant au respect des cibles de délai de traitement. Ventilation par nombre de délais atteints et nombre de délais non atteints pour chacune des cibles et des situations suivantes :

- a) Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins;
- b) Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels;
- c) Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables;
- d) Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande;
- e) L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmis par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception;
- f) Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.

RÉPONSE

Services offerts aux citoyens : Recrutement gouvernemental

CIBLES	DÉLAIS DE TRAITEMENT	
	ATTEINTS	NON ATTEINTS
Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins.	s. o.	s. o.
Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels.	34 264	8 137
Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables.	s.o.	s.o.
Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande.	s.o.	s.o.
L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmis par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception.	8	2
Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.	7	0

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.

3RP118-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Pour le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, les informations relatives aux contrats octroyés peuvent être consultées dans la réponse à la question 06 des demandes de renseignements généraux.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP119-SCT

Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP120-SCT

Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP121-SCT

Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.

3RP122-SCT

RÉPONSE

- Le 7 avril 2021, le décret 530-2021 prévoit les services en ressources informationnelles que les organismes publics et les entreprises du gouvernement sont tenus d'utiliser.
- À la suite de la mise en application de cette décision le 17 septembre 2021, Infrastructures technologiques Québec a pris en charge la signature des contrats :
 - d'infrastructure-service;
 - de plateformes-service;
 - de solutions de logiciels-service reliées;
 - d'infonuagique privée pour la clientèle assujettie au service « Gestion et exploitation des plateformes technologiques ».
- Les organismes publics continuent de signer leurs propres contrats avec les fournisseurs et les prestataires de services en infonuagique dans les cas suivants :
 - S'ils sont non assujettis au service « Gestion et exploitation des plateformes technologiques » du décret 530-2021 du 7 avril 2021;
 - pour tous les contrats dans les autres volets des offres infonuagiques :
 - les outils de collaboration et bureautique;
 - les contrats pour les services professionnels.
- Le catalogue d'offres infonuagiques comporte :
 - 225 offres d'outils de collaboration et de bureautique;
 - plus de 1 000 offres d'infrastructure-service, de plateformes-service et de solutions de logiciels-service reliées;
 - 5 offres d'infonuagique privée;
 - 33 prestataires de services professionnels qualifiés.
- Le catalogue est disponible sur le Portail d'approvisionnement à l'adresse suivante : <http://www.portail.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/>.
- Depuis le 1^{er} janvier 2022, le gouvernement a confié au ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) le rôle de Courtier en infonuagique et ce, en vertu de l'article 6 de la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, telle qu'introduite par l'article 1 de la loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions.
 - Le Courtier doit rendre disponibles des offres infonuagiques afin de répondre aux besoins de la clientèle admissibles à l'offre de services du MCN.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les 10 dernières années.

3RP123-SCT

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Cette question est similaire à la question 91 des demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition.

Vous référer à cette question.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP124-SCT

Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1er septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1er janvier 2022.

Au 28 février 2022, pour le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, la liste des projets est disponible au tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec, lequel peut être consulté à l'adresse suivante : [Accueil- Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](#).

À cette date, le ministère de la Cybersécurité et du Numérique est en processus de publication pour cinq projets incluant quatre projets dont l'exécution a débuté au cours de l'année 2021-2022.

Liste des projets en cours pour le ministère de la Cybersécurité et du Numérique :

Publiés mensuellement au tableau de bord gouvernementale :

- Programme de consolidation des centres de traitement informatique et de l'optimisation du traitement et du stockage (CCTI)
- Mise en œuvre du Réseau gouvernemental de télécommunication (RGT)
- Service québécois d'identité numérique (SQIN) - Accès bonifié aux prestations électroniques de services Entreprises et Citoyens

En processus de publication annuelle

- APOGE (Amélioration des processus et des outils de gestion de l'exploitation)

Projets débutés en 2021-2022

- SQIN - Identité numérique citoyenne
- Plateforme d'échange entre concepteurs - Développe avec nous
- Outil de rétroaction et de commentaires
- Plateforme de notification gouvernementale

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP125-SCT

Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022

Pour l'année 2021-2022, 102 organismes ont eu recours aux services du ministère de la Cybersécurité et du Numérique dont :

Ministères et organismes budgétaires (47)

- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Bureau du coroner
- Centre d'acquisitions gouvernementales
- Commissaire à l'éthique et à la déontologie
- Commissaire à la déontologie policière
- Commissaire au lobbying du Québec
- Commission d'accès à l'information
- Commission de la fonction publique
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Commission des transports du Québec
- Commission municipale du Québec
- Conseil du statut de la femme
- Conseil supérieur de la langue française
- Curateur public du Québec
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- Élections Québec
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de la Famille
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de l'Économie et de l'Innovation
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de l'Enseignement supérieur
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Ministère des Finances
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Date : Le 9 avril 2022

Responsable : SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Collaboration : Sans objet

Validation BSMSG : Dominique Cormier

- Ministère des Transports
- Ministère du Conseil exécutif
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère du Tourisme
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Office de la protection du consommateur
- Office des personnes handicapées du Québec
- Office québécois de la langue française
- Protecteur du citoyen
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Secrétariat du Conseil du trésor
- Sûreté du Québec
- Tribunal administratif du logement
- Vérificateur général du Québec

Organismes non budgétaires (53)

- Agence du revenu du Québec
- Autorité des marchés financiers
- Autorité des marchés publics
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- Commission de la capitale nationale du Québec
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Commission des services juridiques
- Conseil Cris-Québec sur la foresterie
- Conseil de gestion de l'assurance parentale
- Conseil de gestion du Fonds vert
- Conseil des arts et des lettres du Québec
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
- Corporation d'urgences-santé
- École nationale de police du Québec
- École nationale des pompiers du Québec
- Fondation de la Faune du Québec
- Fonds d'aide aux actions collectives
- Fonds de recherche du Québec
- Héma-Québec
- Institut de la statistique du Québec
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
- Institut national de santé publique du Québec
- Institut national des mines
- La Financière agricole du Québec
- Musée d'art contemporain de Montréal
- Musée de la civilisation
- Musée national des beaux-arts du Québec
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
- Office des professions du Québec
- Office Québec-Monde pour la jeunesse
- Régie de l'énergie
- Régie de l'assurance maladie du Québec
- Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
- Société de développement de la Baie-James
- Société de développement des entreprises culturelles
- Société de l'assurance automobile du Québec
- Société de la Place des Arts de Montréal

- Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
- Société des établissements de plein air du Québec
- Société des Traversiers du Québec
- Société d'habitation du Québec
- Société du Centre des congrès de Québec
- Société du Grand Théâtre de Québec
- Société du Palais des congrès de Montréal
- Société du Plan Nord
- Société québécoise d'information juridique
- Société québécoise de récupération et de recyclage
- Société québécoise des infrastructures
- Transition énergétique Québec
- Tribunal administratif des marchés financiers
- Tribunal administratif du Québec
- Tribunal administratif du travail

Organismes autres (2)

- Assemblée nationale du Québec
- Retraite Québec

Précision

- Le nombre de ministères et d'organismes inclut des organismes mentionnés aux annexes 1 et 2 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) (organismes budgétaires et organismes autres que budgétaires), ainsi que des ministères.
- Les clients du réseau de la santé et des services sociaux, du réseau de l'éducation et du réseau de l'enseignement supérieur, les entreprises du gouvernement, les municipalités régionales de comté (MRC) ainsi que les municipalités ne se retrouvent pas dans ce nombre.

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP126-SCT

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

Il est à noter qu'à la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date : Le 9 avril 2022
Responsable: SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs
Collaboration : Sans objet
Validation BSMSG : D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP127-SCT

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d'infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.

RÉPONSE

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec, le Centre de services partagés du Québec a été dissous le 1^{er} septembre 2020.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions, Infrastructures technologiques Québec a été dissous le 1^{er} janvier 2022.

Date :

Le 9 avril 2022

Responsable:

SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Collaboration :

SMAIT — Sous-ministériat adjoint aux infrastructures et à la télécommunication

Validation BSMSG :

D. Cormier

Réponses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
à certaines demandes adressées au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers requis par le troisième groupe d'opposition

QUESTION

3RP129-SCT

Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de postes de développement, et coût mensuel pour le service.

RÉPONSE

Ministère ou organisme	Coût mensuel
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	2 737,27 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	90 866,13 \$
Ministère de la Famille	14 057,29 \$
Régie du bâtiment du Québec	16 269,13 \$
Ministère des Transports (Fonds aérien)	115 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	142,50 \$
Autorité des marchés publics	698,94 \$
Agence du revenu du Québec	804,66 \$
Centre d'acquisitions gouvernementales	2 123,34 \$
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)	16,67 \$

Date :

Le 9 avril 2022

Responsable:

SMAITSC— Sous-ministériat associé aux infrastructures, à la télécommunication et aux services communs

Collaboration :

SMAIT— Sous-ministériat adjoint aux infrastructures et à la télécommunication

Validation BSMSG :

D. Cormier